



Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et
de la Formation Professionnelle,

FORCE OUVRIÈRE

1, rue Sédillot – 67000 STRASBOURG

Tél : 06 31 08 76 78 et 06 17 33 61 57

fnecpfstrasbourg@gmail.com

Déclaration des élus Force Ouvrière au CDEN du 25 février 2025

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Les gouvernements se suivent et se ressemblent sous l'ère Macron. Les projets de Loi de Finances également, avec toujours la même méthode pour les imposer par l'article 49-3.

A nouveau, les fonctionnaires et agents publics subissent une politique d'austérité, sans précédent (50 milliards d'économie), à nouveau ils sont la variable d'ajustement d'économies drastiques en totale contradiction avec les discours hypocrites des différents ministres lorsqu'ils reçoivent les organisations syndicales.

C'est donc sur la base de ce PLF austéritaire que le gouvernement Bayrou va parler d'attractivité de l'emploi public, de la qualité de vie et des conditions de travail et d'efficacité du service public.

On pourrait en rire si cela n'avait pas un impact désastreux sur le pouvoir d'achat des agents, la dégradation de leurs conditions de travail, leur future retraite et accentuer les risques psychosociaux.

Gel de la valeur du point d'indice, aucune perspective de revalorisation des grilles indiciaires, suppression de la GIPA, avalanche de suppressions de postes pour réduire le nombre services exerçant des missions de service public et de nouvelles restructurations avec un nouveau renforcement des pouvoirs décisionnaires des préfets dans leurs départements et régions.

Et, comme si ce funeste tableau ne suffisait pas, ce gouvernement choisit de stigmatiser les fonctionnaires en réduisant de 10% la rémunération en cas de congés pour maladie ordinaire. Cette décision, sous prétexte de lutter contre l'absentéisme, crée la suspicion sur la véracité des arrêts maladies des fonctionnaires, sur les décisions des médecins, et poussera inévitablement les agents à venir travailler malades face à du public. Pour **FO** c'est tout simplement inacceptable, honteux et scandaleux car les parlementaires laissent à penser que lorsqu'un fonctionnaire est malade, il ne l'est pas vraiment !

Alors ce gouvernement Bayrou, déjà aux abois, confronté à la réalité brutale qui fait suite à des années de démantèlement des services publics, des droits sociaux, et qui fait face à la colère exprimée par les salariés qui subissent, en premier lieu la perte abyssale de pouvoir d'achat, et des années de travail supplémentaire pour pouvoir prétendre à une retraite à taux plein. Ce gouvernement Bayrou, qui trouve néanmoins des soutiens utiles comme, entre autres, le patronat et le MEDEF.

La **FNEC-FP FO 67** constate que, si la mobilisation des personnels et des agents de la Fonction Publique en décembre a permis d'infléchir la politique austéraitre du précédent gouvernement, et notamment l'annulation des 4000 suppressions de postes d'enseignants initialement prévues, les revendications sont loin d'être entendues, d'autant que dans de très nombreux départements ce sont ni plus ni moins des avalanches de fermetures de classe. Par ailleurs ces annulations sont en trompe-l'œil puisqu'in fine, dans le 1er degré ce sont 470 suppressions de postes d'enseignants qui sont actées par le 1er ministre Bayrou et ses soutiens.

Pour la **FNEC-FP FO 67**, cette carte scolaire, contrainte par l'austérité budgétaire, va laisser bien des écoles sur le carreau, même si notre département ne devra pas « rendre » de poste au Ministère.

Vu les conséquences des non-remplacements, vu les conditions parfois inacceptables de scolarisation, y compris pour des élèves en situation de handicap, non seulement aucune fermeture ne devrait être envisagée, mais ce sont des dizaines de classes et de postes qu'il faudrait ouvrir pour rétablir des conditions d'instruction acceptables dans les écoles.

Pour la **FNEC-FP FO**
Aurélien Dutt